Communication et organisation

Revue scientifique francophone en Communication organisationnelle

57 | 2020

La question européenne dans les organisations

THEVIOT Anaïs et TREILLE Éric (dir.), 2019. *Les « big data » au travail. Les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance*

Politiques de communication n° 12. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble. ISBN 978-2-7061-4327-4

Eloria Vigouroux-Zugasti

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/communicationorganisation/9086>

DOI : 10.4000/communicationorganisation.9086

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2020

Pagination : 196-198

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Eloria Vigouroux-Zugasti, « THEVIOT Anaïs et TREILLE Éric (dir.), 2019. *Les « big data » au travail. Les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance* », *Communication et organisation* [En ligne], 57 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 24 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/9086> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.9086>

Tous droits réservés

sur les enjeux complexes liés à la cyber surveillance et à la protection des libertés individuelles et collectives. Les auteurs mettent également l'accent sur les enjeux environnementaux relatifs à l'hyperconnectivité (augmentation de la pollution, dégradation de la biodiversité, rareté de l'eau, etc.).

L'ouvrage aborde le rôle des utilisateurs du réseau qui sont à la fois récepteurs des prescriptions d'usages et contributeurs disposant du pouvoir de façonner de nouvelles pratiques. Si les internautes peuvent subvertir les prescriptions, ils tendent toutefois à accepter volontairement le traçage de leurs données personnelles par les algorithmes afin d'accéder librement aux services numériques. L'utilisation de ces services conduit donc un certain nombre d'internautes à renoncer à la protection de leur vie privée.

Pour conclure sur une note pratique, le lecteur appréciera la présence en fin d'ouvrage d'une bibliographie considérable. On notera également la présence utile d'un index qui comprend les noms propres des personnes citées dans le corps du texte ou dans les notes de bas de page ainsi que les titres des œuvres.

Référence

CARRE Dominique et VIDAL Geneviève, 2018. *Hyperconnectivité : enjeux économiques, sociaux et environnementaux*. London : ISTE Éditions. Série informatique et société connectée. ISBN 9781784054229, 30 €.

Mohamed Anouar Lahouij est docteur en Sciences de l'Information et de la Communication de l'université Toulouse 3, où il a réalisé une thèse sur la participation politique en ligne. Ses recherches portent sur le rôle des médias sociaux ainsi que la circulation et la réception de la communication numérique. Il est actuellement enseignant en communication à l'université de Bourgogne et membre du comité éditorial et du comité de rédaction de la revue French Journal For Media Research.

THEVIOT Anaïs et TREILLE Éric (dir.), 2019. *Les « big data » au travail. Les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble

Par Eloria Vigouroux-Zugasti

Les « big data » au travail : les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance, est coordonné par Anaïs Theviot et Éric Treille. La première est Maîtresse de conférences, rattachée au laboratoire ARENES (UMR 6051), ainsi qu'à l'Université Catholique de l'Ouest, et s'intéresse particulièrement au militantisme

en ligne. Le second est chercheur associé au même laboratoire. Dans cet ouvrage, ils proposent de « repeupler », pour reprendre leurs termes, l'approche et l'étude des algorithmes, notamment par le prisme de la sociologie des données. Ils s'intéressent à la question des effets de croyances, des mythes et des promesses qui sont liés à ce champ, mis en avant par les travailleurs de la donnée.

Ce Dossier thématique de la revue *Politiques de communication*, se compose de quatre articles et d'un entretien avec Jacques Priol, consultant, président et fondateur du cabinet CIVITEO, spécialiste de la question des données (*big data*, *open data*, etc.), notamment à travers l'analyse des territoires (*smart cities*, etc.). Les articles investissent plusieurs domaines où la place accordée aux données est aujourd'hui grandissante : le journalisme, les ressources humaines ou encore la technologie politique font suite à ce dossier.

Pour les lecteurs ayant l'habitude d'omettre les présentations introductives pour passer directement au premier chapitre d'un livre, nous vous recommandons fortement, concernant ce dossier, de changer vos habitudes. En effet, dans celui-ci, la proposition d'introduction, au-delà de sa pertinence et de la qualité de son écriture, est tout à fait enrichissante. Les concepts, notions et chiffres mobilisés permettent, à qui n'est pas familier des *big data*, d'appréhender ce champ et ses principaux enjeux, en quelques pages seulement. Le nombre d'auteurs et de citations, parmi lesquels apparaissent plusieurs chercheurs reconnus en sciences de l'information et de la communication, présente une richesse tout à fait appréciable, tant pour les novices que pour les experts.

Le premier article, proposé par Ysé Vauchez, aborde les mythes professionnels des *fact-checkers* ou, en français et littéralement, « les vérificateurs d'information ». Ces mythes s'intègrent dans des rhétoriques et dans un champ journalistique lié aux évolutions de technicisation, voire de rationalisation des métiers de l'information. Ils s'inscrivent dans de nouvelles pratiques, encouragées par les entrepreneurs du Web, et fortement médiatisées. Par le biais d'entretiens avec des journalistes de presse nationale, l'auteure montre que les pratiques liées à la vérification de l'information prennent racine dans des pratiques journalistiques plus traditionnelles, lesquelles ont pour principe fondateur de tendre vers la vérité, la transparence, l'objectivité ou, encore, la pédagogie. L'auteure parvient ainsi à démontrer que, malgré leur nombre réduit et leur caractère émergent, les « vérificateurs d'information » s'ancrent, finalement, dans les pratiques journalistiques classiques et communes, en reprenant les principes et les axes rhétoriques de ces dernières.

Le deuxième article est écrit par Camille Lévy. Il s'intéresse aux outils de *big data* dans les services des ressources humaines et met en regard les discours entourant ces outils avec les usages de ceux à qui ils sont destinés. L'auteure montre ainsi que les discours tendent à générer des imaginaires, puissants, au sein des organisations.

Ces derniers servent l'organisation, notamment du point de vue financier, mais n'ont pas l'effet prophétisé sur les pratiques professionnelles. L'analyse développée dans cet article, fine et solide, met également en lumière les effets parfois pervers des discours managériaux, notamment en faisant référence à l'exacerbation des tensions relationnelles et aux effets délétères induits sur les salariés. Engagée et bien écrite, cette contribution met en lumière le côté parfois obscur des organisations.

Le troisième article, co-écrit par les coordinateurs de la publication, s'intéresse à l'usage des *big data* par les candidats aux primaires présidentielles de la droite et du centre, durant la campagne électorale de 2016. Mobilisant un terrain riche et particulièrement pertinent, les auteurs cherchent à identifier les leviers du succès de la « science des données » face au numérique participatif. Ils relèvent ainsi l'enjeu stratégique lié aux données, notamment sous l'impulsion de la professionnalisation du champ de la politique spécialisée en communication digitale. Cette thématique entre en résonnance avec le contexte politique actuel, secoué par les tristes événements de santé publique et leur gestion politique.

Le quatrième et dernier article du dossier, proposé par Thomas Ehrhard *et al.*, reste dans la thématique politique et étudie les acteurs ainsi que le marché de la technologie politique en France. Il montre que la montée en puissance de la technologie politique s'explique, notamment, par l'absence de spécialistes en la matière. Les acteurs des élections 2.0 représentent un tissu éparé, aussi bien du point de vue sociologique, que professionnel et économique ; acteurs qui peinent ainsi à s'imposer dans leur champ.

Enfin, l'entretien avec Jacques Priol permet de faire une synthèse conclusive du dossier, notamment à travers l'analyse politique de l'utilisation des *big data*. Il ouvre la réflexion à de nouveaux axes émergents dans ce champ.

L'originalité de ce dossier repose sur sa capacité à contrecarrer les discours entourant actuellement les *big data*. Il permet ainsi de mettre ces derniers à distance, de rappeler les réalités sociales, professionnelles ou politiques actuelles, ainsi que les enjeux qui leur sont liés et leurs effets parfois néfastes ou limités. Dans une logique qui s'apparente parfois à une approche barthésienne, les auteurs tendent à détricoter les mythes, pour en expliquer leur origine et leur performativité. Bien qu'il ne propose pas de définition claire de la notion de *big data*, le dossier participe malgré tout à en esquisser les contours et les appréhender non comme une fatalité, mais comme un outil d'exercice du pouvoir, politique ou non.

Référence

THEVIOT Anaïs et TREILLE Éric (dir.), 2019. *Les « big data » au travail. Les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance*. Politiques de communication n° 12. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble. ISBN 978-2-7061-4327-4, 25 €.

Eloria Vigouroux-Zugasti est docteure en sciences de l'information, et de la communication, A.T.E.R. à l'Université Paris-Est Marne-La-Vallée, chercheure associée au laboratoire MICA (EA 4426) et au laboratoire DICEN-IDF (EA 7339).

ABDELNOUR Sarah et MÉDA Dominique (dir.), 2019. *Les nouveaux travailleurs des applis*

Paris : Presses Universitaires de France. La vie des idées

Par Carole Fagadé

Les nouveaux travailleurs des applis est un ouvrage dirigé par Sarah Abdelnour et Dominique Méda. L'objectif des contributeurs est d'étudier le concept de « capitalisme de plateforme », qui désigne l'« externalisation des travailleurs et le déplacement des frontières du travail mais aussi la création de valeur et son partage, inégalitaire, entre d'une part, les détenteurs des algorithmes, sites et applications que sont les plateformes et, d'autre part, les travailleurs présents sur celles-ci » (p. 10).

Un certain nombre de questions relatives à ce concept ont suscité l'intérêt des chercheurs et chercheuses en sociologie, en sciences politiques et en droit qui ont participé à l'élaboration de cet ouvrage. Ces questions concernent la structuration sociale, le déplacement des frontières entre travail professionnel, travail domestique et travail bénévole et, enfin, la marchandisation du travail d'« à côté ». Les analyses présentées dans cet ouvrage portent également sur la « neutralité » des plateformes numériques qui se présentent comme des intermédiaires facilitant la mise en relation des utilisateurs. C'est à travers des entretiens menés exclusivement avec des travailleurs des plateformes de services en ligne et de vente d'objets, la réalisation de plusieurs enquêtes quantitatives et l'analyse de données collectées sur des sites internet que les contributeurs du présent ouvrage tentent de répondre à ces différentes questions.

Tout d'abord, dans son chapitre sur le rapport entre le « capitalisme de plateforme », l'« économie collaborative » et l'« économie du partage », Diane Rodet affirme que l'économie de plateforme n'a jamais été collaborative. L'économie de plateforme se rapproche davantage de l'« économie du chiffre d'affaires » (p. 20). En effet, les plateformes numériques « ne relèvent pas (...) d'une économie du partage au sens où il s'agirait de donner à autrui une partie de ce que l'on possède » (p. 20). Si les promoteurs du capitalisme de plateforme attribuent à ce système un « fort » potentiel en écologie et en lien social, l'auteure explique qu'il convient de distinguer le « capitalisme de plateforme » de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) qui repose